

MÉDICAMENT

Les autorisations d'importation seront retirées aux opérateurs qui ne s'engagent pas dans la production

C'est lors de la visite qu'il a effectuée hier à l'usine de médicaments AT-Pharma du Groupe Hydrapharm, que le ministre de la Santé, A. Boudiaf, parlant au nom du gouvernement, a adressé une sérieuse mise en garde aux importateurs de médicaments.

Le message qu'il a adressé aux concernés ne souffre d'aucune équivoque «Les autorisations d'importer des médicaments seront retirées à ceux qui se sont contentés d'importer sans réaliser, en Algérie, un quelconque projet de fabrication des produits qu'ils importent».

Cependant, il a vivement encouragé les responsables de l'unité industrielle AT-Pharma qui est entrée en production en janvier 2015 et qui déjà, avec une production de 48 millions d'unités de «Smecta», la couverture des besoins du pays est assurée.

De plus selon le responsable de cette unité, le dossier du projet de production, en partenariat avec des laboratoires américains et français, de 3 médicaments hypotenseurs,

des produits qui ne sont plus disponibles actuellement dans les officines parce qu'ils ne sont plus importés.

Par ailleurs AT-Pharma dit être en pourparlers avec des laboratoires japonais pour la fabrication prochaine de produits biotechnologiques.

A ce sujet, Boudiaf demande aux 80 investisseurs producteurs déjà installés dans le domaine de la fabrication de produits pharmaceutiques : «Nous ne devons plus nous contenter de couvrir les besoins nationaux mais de forcer les portes de l'exportation vers l'Afrique, le Monde arabe et même ailleurs car nous avons maintenant tous les moyens humains et matériels... L'Etat accompagnera toutes les ini-



Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé.

tatives en vue de l'exportation».

Avant la visite de cette unité industrielle, le ministre a visité l'Hôpital Farès-Yahia de Miliana et l'hôpital de jour qui lui fait face.

S'adressant au corps médical en général, Boudiaf a exhorté tous les responsables à tous les niveaux de développer et de promouvoir «l'hospitalisation à domicile», que les

médecins se rendent au chevet des malades, de réduire, au strict nécessaire, les séjours des malades dans les hôpitaux, en faisant valoir que les soins à domicile sont plus économiques, plus efficaces sur le plan thérapeutique, moins coûteux pour le patient, pour sa famille et pour l'Etat. S'agissant de la formation, il est possible de

former des médecins généralistes pour assurer certaines spécialités telles que la gynécologie, une spécialité qui fait grand défaut dans les services hospitaliers. Le ministre a enjoint aux responsables locaux de proposer des candidats à l'accès à la formation dans les spécialités qui font défaut.

A ce sujet, un médecin consulté sur les lieux nous dira : «Ce système de formation est très réalisable à condition que le CES (Certificat d'Etudes Spécialisées) soit défini et reconnu et valorisé par des textes juridiques». Cependant, a précisé notre interlocuteur, l'étranglement de ce système, ce n'est pas à la base qu'il faut le chercher mais au niveau du ministère même.

Au niveau de la polyclinique de Khemis Miliana, le ministre a réitéré ses orientations concernant la promotion et le développement d'une véritable médecine de proximité, par les soins à domicile.

Karim O.

IL ÉTAIT L'UN DE SES PLUS PROCHES COLLABORATEURS AU SEIN DE LA COMPAGNIE NATIONALE

Bouterfa installe Guitouni dans ses fonctions de P-dg de Sonelgaz

Le nouveau P-dg de Sonelgaz Mustapha Guitouni, qui a fait carrière au sein des filiales de distribution du mastodonte national, prend la direction de la compagnie dans un contexte difficile à cause de l'amenuisement des recettes d'exportation des hydrocarbures et l'impossibilité de continuer à soutenir son modèle économique basé sur les subventions publiques.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le nouveau P-dg de Sonelgaz, Mustapha Guitouni, a été installé dans ses nouvelles fonctions hier par son prédécesseur promu ministre de l'Energie, Nouredine Bouterfa.

Ingénieur d'Etat spécialisé dans les techniques de distribution, de transport et production de l'électricité, Guitouni est un pur produit de Sonelgaz qu'il a rejoint en 1970. Il a fait carrière dans son métier de distribution de l'électricité et du gaz et gravi les échelons jusqu'à devenir directeur de la distribution au sein de la holding où il coordonnait les travaux des quatre sociétés de dis-

tribution (SDA, SDE, SDO et SDC). Il a été, en effet, directeur régional de distribution de l'électricité et du gaz de Saïda, Mascara, Oran et Béchar, puis directeur des réseaux de distribution de la capitale de 2000 à 2006 avant d'être nommé P-dg de la société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA). Une fonction qu'il occupera jusqu'à fin 2008 date à partir de laquelle il est désigné coordinateur de l'activité de distribution.

«C'est une lourde responsabilité qui m'incombe, mais je saurai me montrer digne de la confiance placée en moi. Je ne ménagerai aucun effort pour relever les défis à venir», a-t-il déclaré hier lors de la cérémonie de son installation dans ses nouvelles fonctions de P-dg de Sonelgaz. La cérémonie marquée par la présence des membres du Conseil d'administration de Sonelgaz, de hauts responsables du ministère de l'Energie, du P-dg de Sonatrach, des cadres dirigeants des sociétés du Groupe Sonelgaz et des présidents des fédérations des travailleurs de l'électricité et du gaz et des hydrocarbures, a vu Nouredine Bouterfa vanter le mérite de son ancien collaborateur tout en l'assurant de son appui : «Les défis auxquels le nouveau P-dg de Sonelgaz sera confronté sont grands et il faut le souffle

d'un manager émérite pour en venir au bout. Je suis certain que M. Guitouni sera à la hauteur de la mission qui lui est confiée».

Guitouni s'est en tout cas engagé solennellement à poursuivre l'action de son prédécesseur Bouterfa. Ce dernier, faut-il le rappeler, n'a pas cessé de batailler pour l'augmentation des tarifs, nécessaires à ses yeux au rééquilibrage des finances de l'entreprise qui trouve des difficultés à amortir ses investissements à cause des prix appliqués et qui sont largement en dessous du coût de revient. Et l'amenuisement des recettes des exportations du pétrole et, par conséquent, les ressources pour la subvention du prix de l'électricité est pour beaucoup dans ce casting à la tête du secteur de l'énergie. Le profil du nouveau ministre comme celui du P-dg de Sonelgaz qui compte parmi ses proches collaborateurs et l'un des cadres les plus sensibles à la situation financière de la compagnie de par les fonctions qu'il a eu à occuper, répondent justement au besoin du gouvernement qui entend augmenter les prix de l'énergie du fait de la dégringolade des prix du pétrole et l'incapacité des finances publiques de soutenir les subventions tous azimuts.

L. H.

ABDELWAHAB NOURI À BLIDA

Une visite sur fond de litige foncier à Chréa

Le ministre du Tourisme et de l'Aménagement du territoire, Abdelwahab Nouri, qui s'est rendu hier à Blida dans le cadre d'une visite de travail, a été confronté à un épineux problème de foncier destiné à l'investissement au niveau du parc national de Chréa, lequel foncier a été déclassé pour les besoins du développement touristique dans la région.

Il s'agit, en effet, de plusieurs lots de terrains à Chréa d'une superficie globale de 40 hectares qui font l'objet de litige en raison de réclamations de citoyens qui revendiquent la propriété de ces terres et celles de la conservation des forêts et

du parc national qui appréhendent l'empiètement sur les étendues forestières par ces mêmes investisseurs.

Pour ce faire, Abdelwahab Nouri a invité le wali de Blida à une réunion qui sera organisée très prochainement par son

département et celui de l'agriculture aux fins de trouver une solution à ce litige.

Conscient de l'importance de la protection de la nature et de l'environnement du site de Chréa, le ministre a fait savoir que sa préoccupation majeure est la préservation de la ressource forestière qui est la raison d'être du parc national de Chréa.

Sur un autre plan, le ministre du Tourisme soutiendra que le secteur du tourisme reste un appui indéfectible pour l'économie du pays. A ce titre, il

donne l'exemple des pays voisins qui ne vivent que des entrées du tourisme.

Et justement, il fait cas de la réduction des entrées en devises au profit de l'Algérie d'où la nécessité, dira-t-il, de promouvoir ce secteur qui reste, selon lui, la seule alternative aux hydrocarbures pour sortir le pays de la crise. Car, ajoutera-t-il, l'Algérie possède un potentiel touristique très riche avec des sites naturels d'une rare beauté mais, d'après lui, ils restent inexploités.

M. B.

ÉNERGIE

Abdelkader Choual nommé à la tête de la CREG

Abdelkader Choual a été installé lundi au poste de président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) en remplacement de Abdelaali Badache. Avant d'être nommé à la tête de cet organisme, M. Choual occupait le poste de directeur exécutif de la stratégie financière et de la consolidation du groupe Sonelgaz.

Il est titulaire d'une licence en sciences économiques (Université d'Alger), d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en programmation économique (Paris) et d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en finances internationales (Paris).

Il avait débuté sa carrière en 1980 à Sonelgaz où il avait occupé différents postes de responsabilité liés aux études stratégiques et de développement, à l'engineering financier et à la planification financière.

Entre 2000 et 2003, M. Choual était P-dg de la joint-venture Algesco formée de Sonelgaz, Sonatrach et de Général Electric.

Lors de la cérémonie d'installation, le ministre de l'Energie, Nouredine Bouterfa, a affirmé que ce changement à la tête de la Creg intervenait à un moment où tous les efforts doivent converger vers l'objectif d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience du secteur de l'électricité et la distribution du gaz par canalisation.

Dans ce sens, il a cité les objectifs à réaliser à court terme par la Creg afin de réussir le programme de transition énergétique du pays et d'atteindre le mix énergétique, considérés comme une priorité nationale.

Ce programme, qui prévoit la production de 27% de l'électricité à partir des énergies renouvelables à l'horizon 2030, constitue un vecteur de valeur ajoutée pour l'industrie à travers la fabrication locale des équipements des énergies renouvelables, et un vecteur d'économie du gaz naturel par la production de l'électricité à travers le renouvelable, selon lui.

Dans ce cadre, a souligné M. Bouterfa, la première mission immédiate de la Creg, en plus de son rôle d'instance de surveillance des opérateurs, est d'identifier les acteurs publics et privés qui peuvent contribuer au programme national des énergies renouvelables.

En outre, cet organisme doit revoir et améliorer davantage la qualité de service, a exhorté le ministre.

Pour atteindre ces objectifs, M. Bouterfa a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tous les intervenants (institutions, opérateurs et clients) et d'appliquer toutes les dispositions et les règlements régissant le secteur.

De son côté, le nouveau président de la Creg a insisté sur le développement de l'environnement institutionnel de nature à assurer une évolution harmonieuse du secteur.

APS